



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 7, numéro 18

Avril-Juin 2024

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

LA PARTICIPATION POLITIQUE COMME TREMLIN DU DEVELOPPEMENT LOCAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO. ENJEUX ET PERSPECTIVES

Lajoie MULUME CHIRIMANENO

Chef de travaux et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université Pédagogique
Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

Henri-Destin KAMBU KULULU

Assistant et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université Pédagogique
Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

ELIYA MUGALIHYA Kévin

Chercheur et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université Pédagogique
Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

La présente réflexion part du postulat selon lequel la participation politique est un véritable tremplin du développement local. Malheureusement en République Démocratique du Congo, cette participation politique demeure faible et cela est la résultante du sous-développement local. L'immoralité de la scène politique congolaise, la déception et le désillusionnement, la détérioration de la confiance entre dirigeants élus et citoyens, les responsabilités personnelles, le syndrome d'épuisement professionnel constituent les causes majeures de la faible participation politique en République Démocratique du Congo, lesquelles causes ont malheureusement plusieurs conséquences sur l'Etat congolais notamment : l'instabilité politique, la perte de représentativité, la détérioration de la gouvernance et la réduction de l'espace démocratique. En vue d'une participation politique promotrice du développement local en République Démocratique, la présente réflexion formule les recommandations ci-après : encourager l'éducation civique et politique à travers l'éducation formelle, mais aussi grâce à des campagnes de sensibilisation, des programmes de formation et des débats publics, rendre

effective et réelle la décentralisation politique avec un accompagnement tous azimuts, créer des espaces de participation pour permettre aux citoyens de s'exprimer et de contribuer activement à la prise de décision, promouvoir l'égalité des chances en matière de participation politique.

Mots-clés : *Participation politique, développement local, démocratie et décentralisation.*

ABSTRACT

This paper is based on the premise that political participation is a genuine springboard for local development. Unfortunately, in the Democratic Republic of Congo, political participation remains low, and this is the result of local underdevelopment. The immorality of the Congolese political scene, disappointment and disillusionment, the deterioration of trust between elected leaders and citizens, personal responsibilities and burnout syndrome are the major causes of low political participation in the Democratic Republic of the Congo, which unfortunately have several consequences for the Congolese state, notably: political instability, loss of representativeness, deterioration of governance and reduction of democratic space. With a view to political participation that promotes local development in the Democratic Republic, this paper makes the following recommendations: encourage civic and political education through formal education, but also through awareness-raising campaigns, training programs and public debates; make political decentralization effective and real, with all-round support; create spaces for participation to enable citizens to express themselves and actively contribute to decision-making; promote equal opportunities in political participation.

Keywords: *Political participation, local development, democracy and decentralization.*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo n'est certes pas encore complètement démocratique dans le sens de la conception générale. Néanmoins, les aspirations des gouvernés exigent une forme de démocratie qui libère et renforce autant que possible la communication et l'incompréhension entre les citoyens.

Dans ce monde vivant à l'ère de la démocratie libérale, le management des affaires publiques n'est plus l'apanage d'une seule catégorie d'individus comme autrefois dans une monarchie, mais toutes les forces nécessaires doivent maintenant être impliquées pour agir ensemble comme dans un seul corps pour le bien-être collectif.

Face à un pays souffrant et divisé, chacun doit désormais prendre ses responsabilités. Si désirs individuels ne cèdent pas la place au bien général, si les dirigeants politiques, ethniques, religieux et civils ne peuvent pas apaiser les sources de discorde, ni les arrêter, si tout le monde ne se met pas immédiatement au travail pour assurer l'activité économique ou la bonne administration, on assistera à une régression plus grave qu'avant.

Le but est de résider dans un système où chaque individu a la liberté de s'engager dans une communauté et exprimer son soutien afin d'assurer le bon fonctionnement de celle-ci. La participation aux actions permettra aux politiques de mieux faire entendre leurs opinions et d'éviter non seulement les décisions risquant de compromettre leur position de pouvoir mais aussi l'opacité dans leur gestion.

A ce sujet, Ngoma Binda¹ précise que, plus grande est la participation politique du citoyen, plus grandes sont les chances de transparence, de bonne gestion et de progrès de la nation et du monde, une juste politisation est source de richesse et de puissance. Par conséquent, le droit de participation à la conduite des affaires publiques constitue, de la part des citoyens la toute première revendication démocratique.

Logiquement, la participation politique doit être un droit mais aussi un devoir civique et politique car tout principe démocratique s'y repose. Ce qui nous renvoie à dire que le concept participation est intimement lié à la démocratie.

¹ NGOMA-BINDA E., *La participation politique : éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de la bonne gouvernance*, éd. IFEP, Kinshasa, 2005, p. 26.

Pour autant, si la démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, selon la formule célèbre d'Abraham Lincoln, dans un régime qui se définit comme démocratique, les gouvernés « peuple » ne sauraient rester passifs et laisser les gouvernants gouverner à leur guise.² Autrement dit, le principe démocratique implique la participation politique citoyenne. Ainsi en démocratie, les gouvernés ne sont pas de simples sujets mais des citoyens, des individus pouvant intervenir dans le fonctionnement politique au nom du droit à participer.

Cette réflexion consiste à fournir un minimum d'éclairage sur l'apport de la participation politique et le rôle crucial qu'elle joue dans le développement local au sein d'une démocratie. C'est ainsi qu'elle nécessite pour être efficace un environnement propice, où les droits fondamentaux et les libertés civiques sont respectés, et où tous les individus ont un accès équitable aux processus politiques.

En effet, la République Démocratique du Congo fait face aux graves défis de développement en dépit des efforts consentis par le fait du taux faible lié à la participation politique et citoyenne.

La présente réflexion n'est pas aléatoire mais plutôt le fruit d'une grande et longue observation de la participation politique en République Démocratique du Congo.

L'interrogation principale prise comme le fil conducteur de la présente réflexion est de savoir si la participation politique peut-elle propulser le développement local en République Démocratique du Congo.

En vue de l'élaboration efficace et efficiente de la présente réflexion, la dialectique, la documentation, l'observation indirecte nous ont servi du cadre méthodologique. La dialectique a été prise comme méthode en ce sens que le milieu politique est pris comme un univers caractérisé par l'interaction de plusieurs parties prenantes et par plusieurs contradictions. Le développement local étant un processus, doit viser un changement qualitatif.

² DOUILLET A. C., *Sociologie Politique : Comportements, Acteurs, Organisations*, éd. Armand Colin, Paris, 2017, p. 15.

La documentation est prise comme technique dans le sens où la lecture des différentes publications scientifiques nous a permis de récolter les données. L'observation indirecte comme technique, nous a permis de palper du doigt indirectement les quelques réalités politiques congolaises.

Dans cette réflexion, excepté l'introduction, la conclusion et les références, il est question de circonscrire la notion de la participation politique, de mettre en exergue les enjeux de la participation politique en RDC, les causes et conséquences de la cessation de la participation politique en RDC pour ainsi chuter à formuler les perspectives en termes de recommandations.

I. DU CADRE CONCEPTUEL

Dans ce point, il est question d'élucider les concepts participation politique et enfin le développement local.

I. 1. Participation politique

Au départ, la démocratie a introduit le principe de la participation des citoyens dans le choix de leurs représentants. De nos jours, la démocratie nécessite que les citoyens participent aux décisions des dirigeants, à la création des programmes et politiques publiques, à leur mise en œuvre et à leur évaluation.

En théorie, le peuple, en tant que principal acteur, doit jouer un rôle essentiel dans la prise de décision dans tous les domaines de la vie d'un pays au travers des mécanismes prévus. Il désigne et démet les autorités lors des élections en fonction du degré de satisfaction ou non. Chaque individu exprime son désir à travers un vote libre, basé sur le principe de l'égalité de tous.

Le statut politique n'a pas d'influence supplémentaire sur le vote, le principe étant un homme et une voix. Les pays qui se disent démocratiques sont ceux qui mettent en pratique l'égalité de participation des citoyens et qui leur offrent une position privilégiée pour influencer les grandes orientations de la gestion du pays. La participation politique est au fond largement fonction de la nature de l'Etat.

Nkwanda Muzinga Simple et Mutonwa Kalombe Jean-Marc³ soulignent que la population congolaise est diversifiée selon leur identité ethnique, le rôle n'est pas le même au sein de l'espace politique, c'est-à-dire ne se donne pas de la même manière à voir comment se déroulent les activités politiques de leur entité. L'identité ethnique confère une marge très importante de la fonctionnalité de la politique, celle-ci se regroupe sur base de certaines caractéristiques tribales.

Ces auteurs soulignent que la performance, la technicité, l'expertise ne comptent presque pas dans la gestion des affaires publiques, l'essentiel, c'est d'être de la tribu, de l'ethnie, de la région, de la religion pour se voir exercer une fonction importante au sein de la vie politique.

Cette déviation de la participation à la congolaise déforme le sens d'une participation politique utile et efficace qui contribue au développement local. La bonne gestion des affaires publiques requiert les efforts consentis par l'ensemble des membres d'une même entité politique. Ils ne doivent pas se comporter en « homo lupus » mais en animal politique et civique.

Ngoma Binda E.⁴ considère la participation comme un acte par lequel le citoyen assume et tente d'influencer, directement ou indirectement, le cours des affaires publiques dans la société. Plus loin, la participation politique suppose une décision consciente et libre, de la part du citoyen ; de s'occuper de ce qui est censé orienter la vie de tous dans la cité. Dans ses analyses, l'auteur estime que la citoyenneté authentique est participation active, positive et efficace à l'œuvre de construction, par tous, de l'harmonie et de la joie d'exister pour tous dans la maison commune qu'est la cité, la république. Et, insiste sur le civisme qui est synonyme de la moralité politique.

³ NKWANDA M. S et MUTONWA K. J., *La participation politique comme droit fondamental et socle de la démocratie en République Démocratique du Congo : enjeux et perspectives*, Kas African Law Study Library 7, Nairobi, Juin 2020, pp. 186-187.

⁴ NGOMA-BINDA E., *La participation politique : éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de la bonne gouvernance*, Kinshasa, éd. 4^{ème} IFEP, 2020, p. 111.

La participation politique constitue une force d'action obligatoire que les citoyens utilisent pour inciter leurs dirigeants à changer leur comportement qui peut être préjudiciable au quotidien de ces citoyens et orienter leurs actions vers la promotion de l'unité nationale.

I. 2. Développement local

Le développement local peut s'entendre comme un développement à la base, par la base et pour la base et qui ne peut avoir la chance de réussite qu'avec la participation des gens directement concernés par le programme de ce développement.⁵

Avec ce mode de développement, on vise un développement tourné vers une valorisation locale de toutes les ressources dans l'optique de reconnaître les capacités d'intervention économique des ETD par l'attribution aux organes locaux d'un véritable pouvoir de décision et de programmation des activités économiques.

II. DE LA PARTICIPATION POLITIQUE ET LE DEVELOPPEMENT LOCAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La participation politique en République démocratique du Congo (RDC) a connu une série de changements et de défis au fil des décennies en raison de l'histoire tumultueuse du pays. Voici un aperçu de la participation politique en RDC qui se décline comme suit :

- **Indépendance et instabilité** : après avoir obtenu son indépendance de la Belgique en 1960, la RDC a connu une instabilité politique persistante. Des coups d'État, des guerres civiles et des conflits armés dans différentes régions du pays ont souvent limité la participation politique ;
- **Système multipartite** : La RDC a adopté un système multipartite à partir des années 1990, suite à une transition vers la démocratie. Cependant, l'application effective du multipartisme a été difficile en

⁵ RAMAZANI SHADARY E., *Les institutions provinciales face au défi du développement de la RDC*, L'Harmattan, Paris, 2018, p. 60.

raison des tensions ethniques, des conflits armés et des violences politiques ;

- **Elections** : Depuis les années 2006, la RDC a organisé plusieurs élections, avec des niveaux de participation variables. Les élections présidentielles, législatives et locales sont des moments clés où la population est invitée à participer et à exercer son droit de vote ;
- **Défis de la participation politique** : La RDC fait face à plusieurs défis en matière de participation politique. Certains de ces défis incluent la pauvreté, l'analphabétisme, les obstacles logistiques, les conflits armés, la corruption et le détournement des deniers publics qui peuvent décourager la participation active des citoyens ;
- **Société civile** : Malgré ces défis, la société civile joue un rôle important dans la promotion de la participation politique en RDC. Les organisations non gouvernementales, les groupes de défense des droits de l'homme, les syndicats et d'autres acteurs de la société civile travaillent à sensibiliser et à mobiliser la population pour qu'elle participe aux processus démocratiques.

La participation politique en République Démocratique du Congo est un sujet complexe et en évolution constante. Des efforts sont déployés pour renforcer la participation citoyenne et améliorer le climat démocratique dans le pays, mais des défis persistent.

Parler d'une décentralisation sans participation est non-sens. Le concept de participation est intimement lié à celui de la décentralisation. Originellement, la décentralisation implique, d'une part, le transfert partiel des pouvoirs, des compétences, des responsabilités, des ressources et des charges aux provinces et aux entités territoriales décentralisées et, d'autre part, la participation de la population au processus de prise de décision sur les problèmes qui la concernent dans la vie quotidienne ou qui concernent son environnement direct et immédiat.

Elle met l'accent sur le premier exercice de la citoyenneté qui est le vote, les élections locales comme un mode de participation politique dans le processus de décentralisation. Elles permettent aux citoyens de choisir leurs représentants au niveau local, tels que les bourgmestres, les conseillers

municipaux, les conseillers communaux etc. Ces élections sont censées offrir aux citoyens la possibilité de participer activement à la gouvernance de leur communauté et de prendre part aux décisions qui les concernent directement.

En décentralisant le pouvoir politique, les élections locales contribuent à rapprocher les prises de décision des citoyens et à renforcer leur participation dans la gestion des affaires locales. De ce fait, Les élections locales comme mode de participation politique de la population locale jouent un rôle déterminant dans le processus de décentralisation. Les élections locales jouent un rôle clé dans ce processus de la participation politique en République Démocratique du Congo pour plusieurs raisons :

- **Représentativité** : Les élections locales permettent aux citoyens de choisir leurs représentants locaux. Ces représentants peuvent ensuite plaider en faveur des avantages du pouvoir pour leur entité ou localité, ce qui peut favoriser la décentralisation ;
- **Légitimité démocratique** : Lorsque les autorités locales sont élues démocratiquement, elles bénéficient d'une plus grande légitimité pour prendre des décisions au nom de leur communauté. Cela renforce la possibilité de décentraliser les décisions et les ressources vers les niveaux locaux. En participant activement aux processus démocratiques, les individus se sentent légitimes et représentés ;
- **Responsabilité politique** : Les élus locaux sont directement responsables devant les électeurs. Ils sont donc plus susceptibles d'être redevables de leurs actions et de leurs politiques. Cela peut inciter les autorités locales à rechercher la participation et le consentement des citoyens dans le processus de décision, ce qui est souvent un élément clé de la décentralisation. Plus loin, elle fait appel à la transparence qui permet aux citoyens de surveiller et de participer activement aux processus politiques, ceci peut aider à prévenir la corruption et à garantir une gestion plus efficace et équitable des ressources publiques ;
- **Prise en compte des besoins locaux** : Les élections locales offrent une occasion pour les citoyens de faire entendre leurs besoins spécifiques et de participer activement au processus politique. Les élus

locaux sont donc plus enclins à prendre en compte ces besoins dans leurs politiques et programmes, ce qui peut conduire à une décentralisation accrue.

Cependant, il est important de noter que les élections locales ne sont qu'un des nombreux facteurs qui peut influencer le processus de décentralisation. D'autres facteurs tels que les structures constitutionnelles, les pressions économiques, les mouvements sociaux et les politiques nationales jouent également un rôle majeur.

La participation politique pour un développement local en RDC ne doit pas se limiter à la mise en place des organes locaux et leurs fonctionnalités mais, plus loin, il suppose la recherche des voies originales fondées sur les valeurs profondes de chaque peuple et adaptées à ses ressources, à ses potentialités et à sa culture.

Ce qui nous ramène à une participation politique active et élargie qui rassemble tous les acteurs du développement local (individus, groupes, collectivités et l'Etat) à tous les niveaux de la décision et son exécution.

III. ENJEUX DE LA PARTICIPATION POLITIQUE EN RDC

En démocratie, la participation politique dépend pour une large part de la fonctionnalité des institutions étatiques et non étatiques. Elle dépend également de la considération des spécificités propres à chaque situation et finalement de l'importance accordée au citoyen à chaque étape du processus de prise de décision.

A travers cette logique, il ressort un processus à la recherche du débat que le développement à la base est au prix de l'effort consenti dans l'analyse des enjeux de la participation citoyenne au processus de prise de décision et de l'implication effective du citoyen au sein des actions entreprises en son nom.

C'est à ce point de vue que Ramazani Shadari E⁶ dit, compte tenu de l'existence de la participation et du fait qu'il est admis que le développement est l'aboutissement d'un processus capable de prendre en compte les

⁶ RAMAZANI S. E., *Op. cit.*, p. 61.

aspirations de toutes les composantes de la société et de traduire en objectifs communs, il en découle que le développement local intéresse : les individus, les groupes, les collectivités, l'Etat.

IV. CAUSES ET CONSEQUENCES DE CESSATION DE LA PARTICIPATION POLITIQUE EN RDC

Ici, il est question non seulement de mettre en exergue les différentes causes de la cessation de la participation politique en RDC mais aussi et surtout leurs diverses conséquences que cette cessation peut avoir sur l'Etat.

IV. 1. Causes

Voici de manière, non exhaustive, les raisons pour lesquelles les acteurs de développement local en République Démocratique du Congo se démotivent à la participation politique :

- **L'immoralité de la scène politique congolaise** : la politique en République Démocratique du Congo est généralement considérée comme une arène dans laquelle des parties adverses voire ennemies, et ambitieuses à outrance, se livrent un combat perpétuel et sans merci dans le but de conquérir le pouvoir, à le conserver et à assurer sa domination sur ceux qui l'auront perdu.⁷ Pour chercher à garantir une bonne moralité, une vie saine, les individus évitent de prendre part à toutes les activités ayant traits directs avec la vie politique ;
- **Déception et désillusionnement** : la population se décourage lorsqu'elle perçoit que ses efforts politiques n'apportent pas les changements qu'elle souhaite voir, ou lorsqu'elle estime que le système politique est corrompu ou inefficace ;
- **Détérioration de la confiance entre dirigeants élus et citoyens** : Le manque de confiance dans les politiciens ou dans le système politique peut inciter certaines personnes à abandonner la participation politique. Les scandales politiques, la méfiance à l'égard des élus ou des

⁷ NGOMA BINDA E., *Participation civique : Eléments de formation civique et politique*, IFEP, Kinshasa, 1999, p.32.

partis politiques, ou l'impression que les politiciens ne tiennent pas leurs promesses peuvent contribuer à ce manque de confiance ;

- **Responsabilités personnelles** : Les personnes peuvent cesser de participer à la politique en raison de responsabilités personnelles plus pressantes, telles que la famille, le travail ou les préoccupations financières. Elles peuvent trouver qu'elles n'ont tout simplement pas le temps ou les ressources nécessaires pour s'impliquer activement dans la politique ;
- **Syndrome d'épuisement professionnel** : S'engager politiquement peut être épuisant émotionnellement et physiquement, en particulier si vous êtes particulièrement passionné ou si vous êtes constamment impliqué dans des campagnes électorales ou des activités militantes. Certains peuvent ressentir un épuisement professionnel ou un sentiment d'épuisement et décider de prendre du recul pour préserver leur bien-être mental et émotionnel.

IV. 2. Conséquences

La cessation de la participation politique en République Démocratique du Congo (RDC) peut avoir plusieurs conséquences. Voici quelques-unes des principales conséquences possibles :

- **Instabilité politique** : Si un grand nombre de personnes cessent de participer au processus politique, cela peut entraîner une instabilité politique dans le pays. L'absence d'une participation politique active peut affaiblir les institutions démocratiques et créer un climat propice aux tensions et aux affrontements politiques ;
- **Perte de représentativité** : La cessation de la participation politique peut entraîner une perte de représentativité des divers groupes de la société congolaise. Si certains groupes se retirent de la politique, cela peut conduire à une absence de voix diversifiées et à une polarisation accrue de la scène politique ;
- **Détérioration de la gouvernance** : Lorsque de nombreux citoyens cessent de participer à la politique, cela peut entraîner une détérioration de la gouvernance. Les leaders politiques peuvent être moins redevables envers les citoyens et moins motivés pour servir l'intérêt

public. Cela peut également ouvrir la porte à la corruption et à l'abus de pouvoir ;

- **Réduction de l'espace démocratique** : Lorsque la participation politique diminue, l'espace démocratique dans le pays peut se réduire. Les libertés civiles et les droits politiques peuvent être restreints, et les citoyens peuvent avoir moins d'opportunités de s'exprimer et de faire entendre leurs préoccupations.

Il est capital de noter que ces conséquences ne sont pas inévitables et peuvent varier en fonction du contexte de la gestion de l'Etat.

V. PERSPECTIVES

Lorsque les individus sont impliqués dans le processus politique, ils ont plus de chances d'influencer les décisions qui les concernent directement. Ils sont également plus susceptibles de se sentir responsables de leur communauté et de se mobiliser pour améliorer leur situation.

Une perspective pour promouvoir la participation politique à la base consiste à encourager l'éducation civique et politique, afin d'informer les citoyens sur leurs droits et responsabilités, ainsi que sur le fonctionnement du système politique. Cela peut se faire à travers l'éducation formelle, mais aussi grâce à des campagnes de sensibilisation, des programmes de formation et des débats publics.

Puisque la participation politique et la décentralisation sont intimement liées, il est important que les autorités politico-administratives congolaises veuillent à l'effectivité de la mise en place réelle de la décentralisation en République Démocratique du Congo.

Il est également important de créer des espaces de participation pour permettre aux citoyens de s'exprimer et de contribuer activement à la prise de décision. Cela peut se traduire par la mise en place de conseils citoyens dans les différents quartiers, secteurs, de forums participatifs, d'organes de délibération ou de consultations publiques.

Ces mécanismes garantissent que les voix des citoyens sont entendues et prises en compte, renforçant ainsi la légitimité des décisions prises. Par exemple, dans l'élaboration d'un budget participatif de différentes Entités Territoriales Décentralisées.

Par ailleurs, il est essentiel de promouvoir l'égalité des chances en matière de participation politique. Cela implique de réduire les obstacles socio-économiques, culturels et de genre qui empêchent certains groupes de la société de participer pleinement (femmes, handicapés et albinos). Des politiques inclusives doivent être mises en place pour s'assurer que tous les citoyens ont la possibilité d'exercer leurs droits politiques.

Il est important de souligner que la participation politique à la base ne se limite pas simplement à voter lors d'élections. Elle englobe également d'autres formes d'engagement politique, telles que les mouvements sociaux, les initiatives locales et les actions de plaidoyer. Encourager ces formes d'engagement peut contribuer à renforcer la participation politique à la base et à favoriser le développement de communautés plus inclusives et résilientes.

CONCLUSION

La bonne participation politique envisage un autre degré de dimension évolutive d'une société politique qu'on souhaite voir et y vivre.

Pour ce moment, il faut le souligner, la question de la cohésion nationale est un enjeu très important dont il faut tenir compte pour assurer le processus de participation politique de tous dans l'élan nouveau pour aboutir au véritable développement local. Cela signifie que tous les citoyens doivent avoir la possibilité de s'exprimer et de participer activement aux décisions politiques qui les concernent.

Il est essentiel de mettre en exergue des mécanismes de dialogue et de consultation dans l'élaboration des politiques publiques et du budget participatif de chaque entité territoriale décentralisée pour garantir que toutes les voix soient entendues et prises en compte. De plus, il est crucial de promouvoir une culture de tolérance et de respect mutuel pour favoriser la cohésion nationale et éviter les divisions.

Pour ce fait, il est important de mettre en place des politiques et des programmes qui favorisent l'inclusion sociale et économique, afin que chacun puisse bénéficier des opportunités offertes par la participation politique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DOUILLET A-C., *Sociologie Politique : Comportements, Acteurs, Organisations*, éd. Armand colin, Paris, 2017.
- NGOMA BINDA E., *Participation civique : Eléments de formation civique et politique*, IFEP, Kinshasa, 1999.
- NGOMA-BINDA E., *La participation politique : éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de la bonne gouvernance*, éd. IFEP, Kinshasa, 2005.
- NGOMA-BINDA E., *La participation politique : éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de la bonne gouvernance*, éd. 4^{ème} IFEP, Kinshasa, 2020.
- NKWANDA M. S. et MUTONWA K. J., « La participation politique comme droit fondamental et socle de la démocratie en République Démocratique du Congo : enjeux et perspectives », dans *Kas African Law Study Library 7*, Nairobi, June 2020.
- RAMAZANI S. E., *Les institutions provinciales face au défi du développement de la RDC*, L'Harmattan, Paris, 2018.